

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 29 JANVIER 1980 - No 18 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10-

2F

## Du Nord au Cévennes

# Avec les mineurs Pour la défense de l'emploi



Mardi 29 janvier sera une journée nationale d'action dans les mines. Dans le bassin houiller du Nord, ce sera grève générale. Un rassemblement des mineurs de la région aura lieu à Raismes. Raismes devenu un petit peu comme un symbole de la lutte des mineurs pour le droit au travail. 400 mineurs y occupent en effet le puits Sabatier pour s'opposer à sa fermeture prochaine planifiée par la direction des Houillères.

LIRE EN PAGE 8

## Bani Sadr élu triomphalement

## Il recueille environ 75 % des suffrages.

Dernièrement, il déclarait : « Nous pouvons nous entendre avec l'Europe et le Japon. Avec les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, ce sera plus difficile, car elles restent des superpuissances, donc expansionnistes. Ainsi, face à l'URSS, nous aiderons par tous les moyens le peuple afghan... »

LIRE EN PAGE 6

## Un Corse sur dix manifestait samedi à Ajaccio



La Corse a connu samedi à Ajaccio la plus grande manifestation de son histoire. Environ 20 000 personnes se sont rassemblées. En elle-même, cette manifestation constitue un événement politique de grande importance.

LIRE EN PAGE 4

## Les jeux de Moscou définitivement compromis.

De nombreux athlètes seront absents de Moscou. Dès lors, ils ne seront plus de toute façon de véritables jeux olympiques. Faut-il s'en féliciter ?

LIRE NOTRE EDITORIAL EN PAGE 3

## 5 gendarmes français ont dirigé l'assaut de La Mecque

## Une ingérence dans les affaires intérieures de l'Arabie Saoudite

Le gouvernement français avait gardé le silence sur cette affaire. Les indications actuelles permettent de parler d'ingérence. Il s'agit d'une intervention dans un conflit opposant le gouvernement à des opposants.

LIRE EN PAGE 3

### A NOS LECTEURS

Nous vous prions de nous excuser pour la mauvaise qualité graphique de certains titres de cette édition due à des incidents techniques sur une photo-titreuse.

## 5 gendarmes français ont dirigé l'assaut de La Mecque

# Une ingérence dans les affaires intérieures de l'Arabie Saoudite

Le 20 novembre dernier, des événements obscurs se produisaient en Arabie Saoudite, à la Mecque. 1 500 hommes armés prenaient d'assaut la grande mosquée et s'y retranchaient. Au cours du premier assaut donné par les soldats saoudiens, ceux-ci subirent de très lourdes pertes : environ un millier de morts. Un deuxième assaut, tout aussi sanglant échoua.

Finalement, le 3 décembre, un dernier assaut permit à l'armée saoudienne de l'emporter. Au total, l'opération se solda par des milliers de morts. Mais il aura fallu attendre cette semaine les révélations du journal *Le Point* pour savoir que ce dernier assaut s'était mené sous la direction d'un commando de gendarmes français du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Le secret avait été bien gardé. Cette intervention eut lieu à la demande du gouvernement saoudien après l'échec des deux premiers assauts, et alors que certains officiers, dit-on, allaient rallier les rebelles de la Mecque.

Ces événements amènent plusieurs réflexions.

De deux choses l'une. Ou bien les assaillants de la Mecque étaient membres d'un groupe armé venu de l'étranger, auquel cas il s'agissait d'une agression. Une telle hypothèse n'est pas à exclure dans un pays comme l'Arabie saoudite, principal producteur de pétrole de la région et donc

inévitables liés aux conflits internes qui agitent l'Arabie saoudite. En dépit d'une stabilité apparente, le régime de ce pays est miné de nombreuses contradictions. L'Arabie saoudite n'est-elle pas dirigée par un régime féodal ? Comment dès lors, pourrait-il ne pas y avoir de soulèvements populaires ? Par ailleurs, c'est un pays agité par des rivalités tribales et religieuses. C'est d'ailleurs ainsi qu'avaient été expliqués les événements de la Mecque.

Ou bien, il s'agissait d'événements liés aux conflits internes qui agitent l'Arabie saoudite. En dépit d'une stabilité apparente, le régime de ce pays est miné de nombreuses contradictions. L'Arabie saoudite n'est-elle pas dirigée par un régime féodal ? Comment dès lors, pourrait-il ne pas y avoir de soulèvements populaires ? Par ailleurs, c'est un pays agité par des rivalités tribales et religieuses. C'est d'ailleurs ainsi qu'avaient été expliqués les événements de la Mecque.

Dans un tel cas, même en ayant eu lieu à la demande du gouvernement saoudien, l'intervention française, fût-elle de cinq hommes, constitue une ingérence dans les affaires intérieures de ce pays. Il s'agit alors d'une intervention aux côtés d'un pouvoir en place face à des forces intérieures qui le contestent. Cette intervention s'inscrit ainsi en opposition avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En l'état actuel des choses, l'intervention française ne peut qu'être comprise ainsi.

En ayant recours à de telles actions (comme il le fit également en Centrafrique), le gouvernement français est évidemment bien mal placé pour venir ensui-

te dénoncer la violation de ce principe par d'autres, comme l'URSS aujourd'hui en Afghanistan.

Pierre BURNAND



## Le comité olympique américain contre les jeux à Moscou

« Les Jeux auront lieu quoi qu'il arrive à Moscou ; leur déroulement ne dépend pas de l'humeur ou des manœuvres de dirigeants politiques, quels qu'ils soient... », vient de déclarer avec un bel optimisme, Vladimir Popov, vice-président du comité organisateur. Pourtant, samedi 26 janvier, le comité olympique américain décidait à l'unanimité de répondre favorablement à la demande de Carter de « transférer, reporter ou annuler » les Jeux Olympiques si les troupes soviétiques stationnaient toujours en Afghanistan le 20 février.

De son côté, le premier ministre canadien a demandé au comité olympique national de le suivre dans sa demande de boycott.

On s'attend à des décisions analogues en Grande-Bretagne, en Australie et aux Pays-Bas.

Les comités olympiques nationaux ont jusqu'au 19

mai pour prendre une position définitive. Du côté des partisans de la participation aux Jeux de Moscou, on voit apparaître quelques nuances. Ainsi, le ministre des affaires étrangères allemand a fait savoir que la RFA ne participerait que si « l'URSS parvenait à créer des conditions favorables à l'organisation d'une telle manifestation ». Soisson déclarait quant à lui, à l'issue d'une conférence des ministres des sports des pays francophones, « qu'il ne fallait pas se presser et attendre une évolution possible de la situation ».

Cependant, quelques voix au sein même de la majorité giscardienne s'expriment dans un sens favorable au boycott : « l'opinion publique en France devrait, selon M. Stasi, vice-président du CDS, évoluer vers le boycott et le comité national olympique se devra alors d'en tenir compte. »

## Tunisie :

### que s'est-il passé à Gafsa ?

Dans la nuit de samedi à dimanche, la ville de Gafsa, dans le sud-ouest tunisien, a été l'objet de violents combats dont la cause reste mal expliquée. D'après la version fournie par l'Agence officielle de presse *Tunis Afrique Presse*, un groupe d'assaillants se seraient introduits en Tunisie à partir de l'Algérie. Après s'être séparés, ils auraient attaqué simultanément une caserne de l'armée, le poste de gendarmerie et celui de la police. Des femmes et des enfants auraient été également pris en otage. L'armée tunisienne aurait fait prisonniers des assaillants et on dénombrait de nombreux morts.

Du côté algérien, une enquête aurait été ouverte pour vérifier la réalité des affirmations tunisiennes. En tout cas, cette action armée ne semble pas devoir être imputable au gouvernement algérien. Les relations entre l'Algérie et la Tunisie sont en effet bonnes et l'on voit mal l'intérêt que l'Algérie pourrait trouver dans une détérioration de ses rapports avec sa voisine.

## Unité de vue Carillo-Berlinguer

Réunies samedi au siège du PCI à Rome, les délégations des PC italien et espagnol conduites par Carrillo et Berlinguer, ont réaffirmé avec éclat une certaine nombre d'options communes. Le communiqué adopté à cette occasion fait état de leur réprobation de l'intervention soviétique en Afghanistan, « dernier épisode de l'aggravation des tensions politiques et militaires ».

Par ailleurs, ils qualifient l'ensemble des initiatives de Carter d'inquiétantes et suscitant « une grave préoccupation ». Les deux partis sont d'avis qu'il faut œuvrer pour « le rétablissement des rapports Est-Ouest et le développement des rapports Nord-Sud ». « L'Europe occidentale, par ses forces ouvrières et démocratiques, communistes, socialistes, social-démocrates et d'inspiration chrétienne, peut jouer un rôle important » dans ce sens, souligne le communiqué commun.

## La délégation CGT de retour de Kaboul

La délégation de la CGT composée de Pierre Gensous, Jean-Claude Laroze et Joseph Jacquet qui a séjourné à Kaboul du 20 au 25 janvier est rentrée samedi à Paris. Elle donnait lundi 28 janvier dans l'après-midi une conférence de presse. D'ores et déjà, le communiqué commun adopté avec les syndicats afghans (Trade Union of Afghanistan) a été rendu public. Son existence et son contenu augure mal des conclusions rapportées par la « commission d'enquête » mandatée par la commission exécutive confédérale. Pour la partie

afghane, « la répression massive, la désorganisation économique ont considérablement aggravé les conditions de vie déjà misérables des travailleurs, mais dans le même temps, elles ont suscité un mouvement profond de résistance à l'oppression, qui a trouvé son aboutissement dans l'insurrection du 27 décembre ».

« La délégation des TUA a expliqué que cette situation à laquelle s'ajoutait l'activité des groupes rebelles opérant à partir du Pakistan et armés par lui, les USA et la Chine, men-

## Editorial

# Le boycott, oui

Les Jeux Olympiques de Moscou sont donc maintenant définitivement compromis. De nombreux athlètes de différents pays en seront absents... sauf si l'URSS retire ses troupes d'Afghanistan, ce qui est fort douteux.

Faut-il le regretter ? Il est bien sûr dommage qu'un événement sportif de cette ampleur qui, en principe, devrait contribuer à l'amitié entre les peuples ne puisse avoir lieu. De nombreux sportifs le regretteront.

Mais à qui la faute si les Jeux Olympiques sont aujourd'hui remis en cause ? En envahissant l'Afghanistan, les dirigeants soviétiques ont pris l'initiative de violer cyniquement un principe fondamental de la vie internationale : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'ampleur de leur agression qui est une guerre ouverte constitue une grave menace pour la paix mondiale. Et tout indique qu'ils n'ont pas l'intention d'en rester là. Dans leur esprit, l'organisation des Jeux Olympiques à Moscou devait être une opération de propagande à destination de l'opinion publique mondiale. En se déroulant comme prévu, les Jeux Olympiques auraient signifié que l'URSS pouvait envahir un pays sans que cela ne porte à conséquence. Elle aurait pu faire usage du symbole de fraternité internationale que sont censés représenter les Jeux pour dissimuler la réalité de sa politique.

On compare ces jours-ci les Jeux de Berlin en 1936 et ceux de Moscou. La comparaison est pertinente. Les Jeux de Berlin permirent à Hitler d'obtenir un certificat d'honorabilité... pendant qu'il préparait la guerre. Si les Jeux de Berlin avaient été compromis, certes cela n'aurait pas changé le cours de l'histoire. Mais cela aurait contribué à ouvrir les yeux des peuples, cela aurait interdit à Hitler d'utiliser les Jeux à des fins guerrières.

Les Jeux de Moscou sont compromis, tant mieux, donc pour la cause de la paix. Chacun sait que ce n'est pas cette cause que Carter a en tête en préconisant le boycott, mais bien plutôt la défense des intérêts américains dans le monde. Si les Jeux Olympiques avaient dû avoir lieu aux USA lors de la guerre du Vietnam, le boycott aurait aussi été notre mot d'ordre.

Pierre BURNAND

## Session commune des Comités centraux du PCML et du PCRml

Conformément au protocole d'accord intervenu entre le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste pour préparer l'unification des deux partis marxistes-léninistes, leurs Comités centraux se sont réunis en session commune les 26 et 27 janvier 1980.

A l'ordre du jour figurait l'élaboration et la rédaction d'un projet de programme marxiste-léniniste servant de base aux discussions préparatoires de leurs 4e congrès respectifs, et ultérieurement du congrès de fondation du Parti marxiste-léniniste unique.

Les travaux se sont déroulés dans une atmosphère de fraternité militante particulièrement efficace et constructive.

« cant la sécurité de l'Afghanistan, avait amené le conseil de la Révolution à faire appel à l'URSS ».

On trouve ici tous les ingrédients de la justification à l'invasion présentée par Moscou, avec quelques « détails » supplémentaires : « L'insurrection du 27 décembre » et « l'appel du conseil de la Révolution ».

Quant à l'intervention soviétique, elle est qualifiée « d'aide inconditionnelle et désintéressée ».

Le communiqué commun indique que la délégation de la CGT a pris acte

de ces « informations et explications » et qu'elle s'appuie à « agir en France pour faire connaître les réalités de l'Afghanistan ». Il y a fort à craindre qu'en se prévalant de l'objectivité des « gens qui sont allés voir sur place » la délégation ne se fasse en France la propagandiste zélée d'une vérité écrite à Moscou. Une question en particulier se pose : quelle est la représentativité et la consistance de ces syndicats afghans s'agissant d'un pays que les partisans de l'intervention soviétique nous décrivent comme évoluant en plein Moyen Âge ?

# Meeting contre

# l'agression de l'URSS en Afghanistan



**1er février 20H 30,**  
**salle de la Mutualité (Paris)**  
*A l'appel du PCML,*  
*du PCRml et de l'UCJR*

4 mois : 100F ... 4mois : 100F ... 4mois : 100F ... 100F ... 4mois :

**Campagne de soutien au Quotidien du Peuple**  
**Pour l'existence en France d'un quotidien communiste**

**ABONNEZ-VOUS,**  
**FAITES DES ABONNES !**  
**4 MOIS : 100F**

NOM (en majuscules) : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Cadeau choisi : .....

A retourner à : Le Quotidien du Peuple  
 BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19  
 Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685  
 CCP No 23 132 48 F - PARIS

**En cadeau (au choix) :**

- Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine
- Un livre de 80 pages :  
 «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»

**Abonnement 1 an : 350F**

4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ...

## politique

### Ceyrac réclame toujours plus de liberté

#### ... pour exploiter !

Le CNPF, pas avare de bonnes idées, vient de suggérer au gouvernement de nouvelles remises en cause de la législation sociale en vigueur. Sur la lancée de la liquidation en cours des avantages acquis, Ceyrac vient de se prononcer en faveur d'une « nouvelle philosophie du dialogue entre partenaires sociaux ». Considérant que la législation est devenue un insupportable carcan qui nuit à la compétitivité des entreprises, il estime qu'il faut rendre « souplesse et liberté » aux patrons en suivant l'exemple — qu'il juge tout à fait positif — de la libération des prix.

Ainsi, d'après le patron du CNPF, « les rémunérations ne peuvent être réduites à une directive ministérielle », ce qui est une façon d'exiger à nouveau la suppression du SMIC comme minima unique au profit d'une définition par branche qui tienne compte de la situation des entreprises.

De la même manière Ceyrac exige la levée des garanties légales en matière de licenciement, selon lui, c'est la lourdeur, la longueur et le coût des procédures de licenciements qui constituent le principal obstacle à l'embauche.

Plus de liberté pour licencier, voilà les mesures antichômage du CNPF !

### Gévelot dans le collimateur.

Charbonnier n'est plus maître en son logis. C'est en substance ce qu'affirme pour sa défense l'honorable M. Burnel, vice-président, trésorier du CNPF, président de la Fédération de industries mécaniques et antérieurement PDG de la société Gévelot.

A l'époque, en 1978, où il en dirigeait les affaires, la société Gévelot pratiquait, par l'intermédiaire de sa filiale, la société française de munitions, le trafic d'armes.

La transaction illégale assurée par la SFM (filiale à 66 % de Gévelot) entre le Portugal et la Somalie fut découverte le 21 septembre 1978 sur l'aéroport londonien d'Heathrow. Il apparut en effet qu'un certain nombre de caisses de matériel agricole et de fûts de pétrole en transit contenaient en réalité 500 fusils mitrailleurs (dernier lot d'une livraison de 1 500) accompagnés des bandes de cartouches correspondantes.

La transaction délictueuse (violation de la législation sur les armes et infractions douanières) a entraîné 16 mois après la découverte des faits l'inculpation des quatre responsables de la société française de munition, dont son PDG, M. Noaille. Voilà un pétard, qu'en haut lieu on pourrait bien s'employer à faire foirer...

## Un Corse sur dix manifestait samedi à Ajaccio.

La solidarité en Corse n'est pas un vain mot, mais les milliers de personnes qui se sont rendus à Ajaccio samedi 26 représentent certainement plus qu'un mouvement de solidarité envers les 110 patriotes corses emprisonnés. Rappelons que cette manifestation avait été appelée par le collectif des 44 organisations démocratiques, qui rassemblent mouvements nationalistes, syndicats, organisations socio-professionnelles et partis de gauche.

Bien avant l'heure de la manifestation, des milliers de gens étaient déjà sur place, venus des 4 coins de l'île, en cortège de voitures, en cars, en michelines, ceux d'Ajaccio et des environs ne manqueront pas à l'appel non plus. Avant le départ attendu avec impatience, un responsable de la Riscossa\* lira une déclaration du collectif en langue corse puis Felicie Lorenzoni, épouse d'un des emprisonnés, s'adressera à la foule en ces termes : « Si vous avez répondu aujourd'hui en masse à l'appel du collectif des 44 organisations démocratiques c'est pour faire comprendre au pouvoir que nous n'admettons plus la répression aveugle, que nous ne voulons plus tolérer les polices parallèles, que

nous ne voulons plus d'une cour de Sûreté de l'Etat, véritable instrument politique, chargé sous n'importe quel prétexte de nous arracher nos sœurs et nos frères et de les emprisonner ailleurs. Si vous avez répondu aussi nombreux à l'appel du collectif, c'est pour exiger la libération de tous les Corses traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat, c'est pour exiger l'arrêt de toutes les poursuites. Notre présence à tous, au-delà de nos engagements individuels et collectifs, au-delà de nos divergences, facteur de richesse de notre peuple signifie que tous ensemble nous avons pris en compte la lutte du peuple corse, chacun à sa façon, dans le respect mutuel. Les nationalistes corses, profondément touchés par la répression d'hier et d'aujourd'hui remercient tous ceux qui ne partagent pas leurs engagements et qui néanmoins se sont associés pour la défense des leurs pour la défense de la justice, de la liberté et de la démocratie. La lutte du peuple corse pour le respect de son identité, pour la justice collective, individuelle et sociale pour la liberté et la démocratie continue, elle n'est pas terminée aujourd'hui. Nous la poursuivrons tous ensemble dans le respect mutuel de nos identités et de nos engagements. »

La manifestation s'ébranle alors, derrière une banderole « Liberta » et une autre « Corsica Nazione ». Des dizaines de drapeaux corses flottent au-dessus des manifestants, en fin de cortège, le PCF a tenu à manifester avec le drapeau tricolore, écus en tête. C'est 15 à 20 000 personnes qui vont parcourir les artères de la ville au cri de « Unità, liberta », « I barbouze, fora » (les barbouzes dehors), « Bonnet assassin, préfet démission ». La participation sans précédent à cette manifestation a même dépassé les objectifs des organisateurs. Edmond Siméoni, en soulignait la portée au nom de l'Unione di u Populu Corsu : « Il s'est maintenant dessiné un mouvement de fond extrêmement important qui ne pourra pas ne pas avoir de répercussion politique majeure dans les mois qui viennent. Nous persisterons dans la voie des responsabilités à la recherche de l'unité confortée. Nous croyons que l'heure viendra incessamment où il faudra consulter, démocratiquement le peuple corse sur son destin. »

A Nice, plusieurs centaines de personnes dont de nombreux étudiants corses ont défilé. Samedi après-midi, une délégation a été reçue à la préfecture pour y déposer une motion.

A Marseille, la manifestation appelée par les organisations corses et soutenue par LCR, PSU, CFDT, CMAI, PCRml, PCML a rencontré un vif succès. 2 000 person-



nes ont descendu la Canebière pour se rendre au Palais de Justice afin d'exiger la libération des patriotes. Beaucoup de corses dans ce rassemblement, la « diaspora » avait massivement répondu à l'appel de l'UPC mais aussi d'autres venus témoigner de leur solidarité au peuple Corse.

Ayant senti le vent tourné, le Parti socialiste qui avait boudé jusque là le collectif y a apporté son soutien in-extremis et une brochette d'élus se sont joints au cortège.

Jeudi 31 janvier doit avoir lieu à la salle Vaillier à 18 H 30 un grand meeting, cette fois avec le PCF et la CGT, mais sans le PS.

Les états-majors des partis de gauche ont manifestement bien du mal à prendre le train en marche. Cette levée en masse du peuple Corse ne peut surprendre que ceux qui n'ont rien voulu comprendre

au problème corse et l'unité qui a pu se réaliser est bien le résultat de la lutte déterminée des patriotes corses. Elle a mis en échec la stratégie du pouvoir qui pensait avoir anéanti par la répression le mouvement national et anéanti par quelques subventions les revendications populaires. Giscard lors de son dernier voyage avait prononcé une phrase historique lorsqu'il avait déclaré : « Il n'y a pas de problème corse, il y a des problèmes en Corse ».

Les milliers de Corses qui étaient dans la rue samedi (beaucoup plus nombreux que lors de son voyage) doivent lui poser un sacré problème.

Hervé PASTAR

\* A Riscossa, organisation d'aide aux corses emprisonnés.

## Poniatowski rêve «d'ultra-impérialisme»

Poniatowski, voilà un nom qu'on n'entend plus guère depuis que le possesseur du patronyme a cessé de jouer le rôle du mal-faisant de service à la tête du ministère de l'intérieur. Battu dans le Val-d'Oise en mars 1978, il ne siège même plus au Parlement. Et pourtant. Comme au temps où Giscard s'occupait des finances, tandis que lui préparait la suite en mettant sur pied les « républicains indépendants », il continue de jouer le rôle de conseiller occulte du président, voire d'ambassadeur personnel.

C'est ainsi qu'au cours des deux dernières années, il a rencontré une trentaine de chefs d'Etat étrangers au titre de représentants officiels de l'Élysée. Auteur d'un ouvrage, à prétention philosophique (*L'avenir n'est écrit nulle part*), M. Poniatowski ressemble à cette publicité connue d'un bimensuel économique qui se flatte de faire chaque quinzaine le tri du « pas très important » et du « très important ». Séparer les grandes questions et tendances du 2e millénaire de

l'écumé formée par l'agitation politique, voilà ce dont le prince fait profession à la tête de son « Institut de prospective politique ». Il était dimanche soir l'invité du club de la presse d'Europe 1. « Ni à droite, ni à gauche, mais loin en avant ». Selon la définition qu'il donne de lui-même, il parlait du monde caractérisé par une « montée en charge des tensions ».

Trois thèmes autour desquels il propose d'organiser la politique française, ressortent de sa prestation.

1) Face aux menaces de « suicide nucléaire » auquel pourrait conduire l'affrontement des superpuissances, la France ne doit s'engager dans aucun camp.

La mise sur pied d'une force de dissuasion européenne doit être l'instrument de ce désengagement. D'une manière plus générale, il considère que l'Europe offre aujourd'hui le seul cadre pour répondre aux « défis » contemporains.

2) Ces prises de positions communes de l'Europe doivent s'exercer en particulier dans le domaine monétaire. Ponia éclaire ici le

dessein prêté à Giscard de mener campagne dès le printemps en faveur d'une refonte du système monétaire international.

Le dollar, le rouble, l'Ecu et le Yen devraient, chacune dans sa zone, jouer le rôle de référence qui appartient aujourd'hui au seul dollar.

3) Idéologue de la robotique et de la télématique, il envisage l'avenir comme une unification de l'ensemble des pays industriels développés. Attribuant à la technologie le rôle de moteur de l'histoire, il prédit l'uniformisation des types de sociétés développées et partant la réconciliation avec l'URSS.

En somme, c'est le scénario d'un monde impérialiste unifié dictant son ordre au reste du monde. Une perspective d'où la lutte de classe, la lutte des peuples et les contradictions entre impérialistes ont été résolument évacuées... et qui risque de réserver bien des surprises au conseiller du président.

Pierre MARCEAU



Contre leurs pertes de revenus en 1979 :

# 2000 paysans en colère à Besançon

De nombreux problèmes en filigrane

A l'occasion du 34e congrès de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) du Doubs, des paysans, producteurs de lait et de fromage de toute cette région se sont donnés rendez-vous en fin de semaine dernière à Besançon, pour exiger une compensa-

tion financière (1 000 F par famille) face aux pertes de revenus en 1979. En effet, d'après les statistiques officielles, le prix du lait a baissé de 7 %, alors que les charges ont augmenté de 20 % ! On estime, en moyenne, la baisse de revenu des agriculteurs de près de 12 %.

Après l'assemblée, les congressistes défilèrent dans les rues de Besançon jusqu'à la préfecture avec des discours d'usage des représentants des jeunes agriculteurs du Doubs, du syndicalisme paysan de Haute-Saône et du Doubs, et d'un secrétaire national de la FNSEA, M. Feyriès. Malgré les conseils de modération, les manifestants ne se dispersèrent pas tranquillement. Des projectiles divers et des pétards volèrent en direction des forces de police et des responsables syndicaux qui tentaient de calmer la foule, faisant quelques blessés parmi ceux-ci.

sauvages de lait organisées dans les quartiers populaires.

Plusieurs sujets de mécontentement existent : — Il y a plusieurs affaires en justice opposant des paysans en fermage que des propriétaires cherchent à priver de leur instrument de travail. C'est le cas à La Fragneuse dans le Jura, en Haute-Saône et depuis peu, dans le Doubs à Subt. Dans chaque cas, la solidarité avec le fermier a joué à plein : labours et récoltes sauvages, délégations massives aux procès, etc.

— Il y a ensuite des grands travaux qui réduisent toujours plus avec l'urbanisation, les surfaces agricoles. Après l'autoroute A 36, c'est maintenant le grand canal Rhin-Rhône, sans parler du reboisement anarchique fait dans certaines régions comme les Vosges.

— Il y a aussi, dans le Jura surtout, une vieille querelle opposant d'une part les traditionalistes partisans d'une sélection linéaire du bétail de race montbéliarde, regroupés autour de son inventeur, M. Richeime, et

d'autre part, les regroupements officiellement reconnus et imposant leur monopole jugé « technocratique ».

— Il y a aussi des traditionalistes mécontents qui ont montré leur mécontentement face à l'évolution des coopératives fromagères (Juradou) en créant un groupement concurrent.

## UN CERTAIN « RAS-LE-BOL » DES ACTIONS TRADITIONNELLES

Sur toutes ces questions, le « monde paysan » se trouve divisé. Les notables et les partis politiques ne sont pas étrangers à ces divisions, par exemple, d'un côté l'entourage traditionaliste d'Edgar Faure, de l'autre les jeunes loups du PS qui ont de fait pris le contrôle de plusieurs organisations professionnelles ou syndicales.

De son côté la FNSEA prétend toujours défendre tout le « monde paysan » tous intérêts confondus.

La revendication d'une revalorisation du prix du fromage, l'obtention d'un prix garanti, la mise en

place d'organismes de contrôle et de régulation vont dans ce sens. Le pouvoir, par l'intermédiaire de son technocrate régional, M. Poly, laisse entendre qu'il pourrait éventuellement céder sur la question du prix garanti, en échange d'un renforcement du contrôle sur la qualité, ce qui se traduirait surtout par de nouvelles mesures discriminatoires à l'encontre des petits paysans qui n'ont pas voulu se lancer dans une modernisation à outrance.

En somme, le choix, s'est d'être éliminé tout de suite ou de s'endetter jusqu'au cou pour l'être plus tard. Mais, de plus en plus, des paysans réclament, comme les travailleurs, un revenu minimum garanti, compte tenu de leur travail et en particulier de leurs difficultés de l'élevage en montagne. Par ailleurs, un certain ras-le-bol des petits paysans s'exprime face à des organisations qui les abreuvent de discours et ne leur proposent que des défilés « dans l'ordre et la dignité ».

Correspondant

Afghanistan :

# 3 fédérations CGT contre la position confédérale

Georges Ségué a affirmé vendredi 25 janvier à la presse que la plupart des organisations de la CGT avaient approuvé à l'unanimité la déclaration confédérale concernant l'agression soviétique en Afghanistan. Seuls quelques syndicats et trois fédérations ont pris une position contraire : ce sont les fédérations de la chimie, des finances et de la justice.

Aimé Pastre, président de cette dernière, a publié sa position dans *Le Monde* date du 27 janvier. La voici :

« Juin 1957, 21e congrès national de la CGT. A l'époque, je m'étais opposé à la déclaration du bureau confédéral adoptée le 13 novembre 1956, que l'on demandait au congrès d'approuver, et j'avais alors con-

damné l'intervention soviétique en Hongrie. Il y a un rapport de similitude avec les événements internationaux, puisque au CCN des 23 et 24 janvier 1980, je me suis prononcé contre l'adoption d'un rapport confédéral incluant l'expression publique de la CGT sur la question de l'Afghanistan. Le sentiment momentané d'isolement qui est mien ne doit pas laisser accréditer l'idée que les travailleurs qui ne font pas la même lecture de la situation que les tenants de la position officielle de la CGT ne sont qu'une poignée d'hommes. La lutte des classes ne saurait tout expliquer et la valeur des intentions ne remplace pas la valeur des idées, notamment dans la défense des libertés et les droits de l'homme et des peuples ».

Dans toute la France :

# Les travailleurs des restaurants et cités universitaires en lutte

A 90 %, les employés des restaurants universitaires et des cités sont en grève, ceci nationalement. A Montpellier, comme au niveau du pays tout entier, depuis mardi 22 janvier, c'est la grève totale. L'intersyndicale CGT-CFDT après une assemblée générale qui rassemblait en fin de semaine la majorité du personnel de Montpellier dans les locaux du CROUS, l'a informé des revendications du personnel nationalement :

- la prise en charge des salaires par l'État.
- la suppression des heures d'équivalence (actuellement les cuisiniers effectuent 1 875 heures, le reste du personnel, soit 98 %, 1 975 heures. Ces travailleurs, rappelons-le, sont payés au SMIC).

- Tous demandent 40 heures par semaine et 2 800 F.
- le respect des libertés individuelles et syndicales. (Il y a de nombreuses pressions dans toute la France sur les militants CGT et CFDT)
- le rappel des mesures catégorielles ; normalement, les augmentations de salaire

sont calquées sur celles de la fonction publique avec deux mois de retard ; les travailleurs demandent le rappel des salaires sur les mois où ils n'ont pas touché les augmentations.

- l'augmentation d'effectifs et que cesse la menace sur les qualifications ;
- la demande d'un véritable statut.

A ces revendications sur le plan national, s'en ajoutent d'autres localement comme l'ouverture de restaurants universitaires, les respects des contrats d'embauche, etc.

Sur Montpellier, la direction tente vainement de décourager les travailleurs en refusant par exemple de recevoir les délégués avant le 30 janvier, ce qui signifie que la grève va durer ; en fait, elle essaie de briser l'unité CGT-CFDT et des travailleurs non-syndiqués tous omniprésents à l'occupation des locaux du CROUS et au piquet de grève des restaurants universitaires ; une unité au niveau national et local qui doit bien mettre cette direction dans l'embarras.

# Le Conseil confédéral de la CGT dégage des objectifs

Vendredi 25 janvier, le conseil confédéral national de la CGT a tenu une conférence de presse à l'issue de ses travaux du 23 et du 24. René Lome a caractérisé ces travaux comme « un CCN de lutte qui a pris des décisions d'actions ». En effet, la direction de la CGT a concentré ses travaux sur l'analyse de la situation intérieure et la relance de l'action.

La direction cégétiste a dégagé trois objectifs principaux pour le mois à venir :

- La question des salaires avec le SMIC à 2 900 F,

mais en ne faisant pas de la question des salaires une question isolée (intégration du problème de la fiscalité et des frais de transport par exemple).

— La défense de l'emploi. Il y a un million de chômeurs sans indemnisation.

— La vie au travail, c'est-à-dire le temps de travail et les conditions de travail.

Le CCN a dégagé aussi des objectifs précis pour la période à venir : du 28 janvier au 1er février, une campagne de signatures d'une carte-lettre sur la question des impôts. La

deuxième quinzaine de février sera « une quinzaine nationale de lutte », avec un temps fort, non encore précisé sur la question des libertés. Cette quinzaine aura trois axes : « lutter, renforcer la CGT, diffuser la Vie ouvrière », dans l'esprit que la direction CGT a appelé « le style 40e congrès », c'est-à-dire au plus près des travailleurs.

Par ailleurs, René Lome a présenté le bilan de l'activité du syndicat dans la récente période. Les militants de la CGT sont engagés dans les luttes : sur les 3 140 actions recensées, dont 60 % ont porté sur les salaires, 80 % ont été dirigées par les syndicats CGT, 16 % par la CFDT, et 4 % par FO.

Faisant le bilan des relations de la CGT et de la CFDT, le rapporteur a regretté l'attitude de la centrale de la rue Cadet qui « tourne de plus en plus le dos à la lutte de classe » en faisant en particulier allusion aux propos de Jacques Chérèque dans *Le Matin* du 31 décembre 1979 : « Quand le patronat remet en cause certains acquis sociaux, son objectif c'est la

réduction des coûts de production pour faire face à la concurrence internationale. Est-ce qu'on peut être contre ? Evidemment non. »

Mais la CGT continue à vouloir l'unité d'action et une réunion est prévue entre CGT et CFDT mardi 29 janvier.

Le CCN de la CGT a aussi discuté du prochain congrès de la FEN et de la question de la syndicalisation à la CGT, des enseignants. André Allamy a expliqué la décision « sage de dire non à la syndicalisation des enseignants dans la CGT. »

Sur la situation internationale, aucun élément nouveau n'a été décidé concernant la prise de position sur l'Afghanistan, mais la délégation, de retour ce week-end, doit faire une conférence de presse lundi 28 janvier en fin de journée. Par contre, la CGT a condamné l'arrestation du dissident soviétique Sakharov, tout en réaffirmant « son attachement à l'amitié des peuples français et soviétiques ».

Claire MASSON

# Uckange (Moselle) : les hauts fourneaux d'Usinor en grève

Les ouvriers du haut fourneau de l'entreprise sidérurgique Usinor à Uckange (Moselle) ont arrêté tout travail en milieu de semaine dernière, jeudi 24 plus exactement. Juste avant cette occupation, qui a été reconduite en fin de semaine, les hauts fourneaux avaient commencé le mouvement par une action spectaculaire : l'occupation d'une écluse située sur la Moselle. Les sidérurgistes en grève réclament de nouvelles classifications ainsi qu'une augmentation substantielle de leurs salaires.

Pour téléphoner au  
**Quotidien du Peuple**  
**NOUVEAU NUMERO**  
**205-51-10**

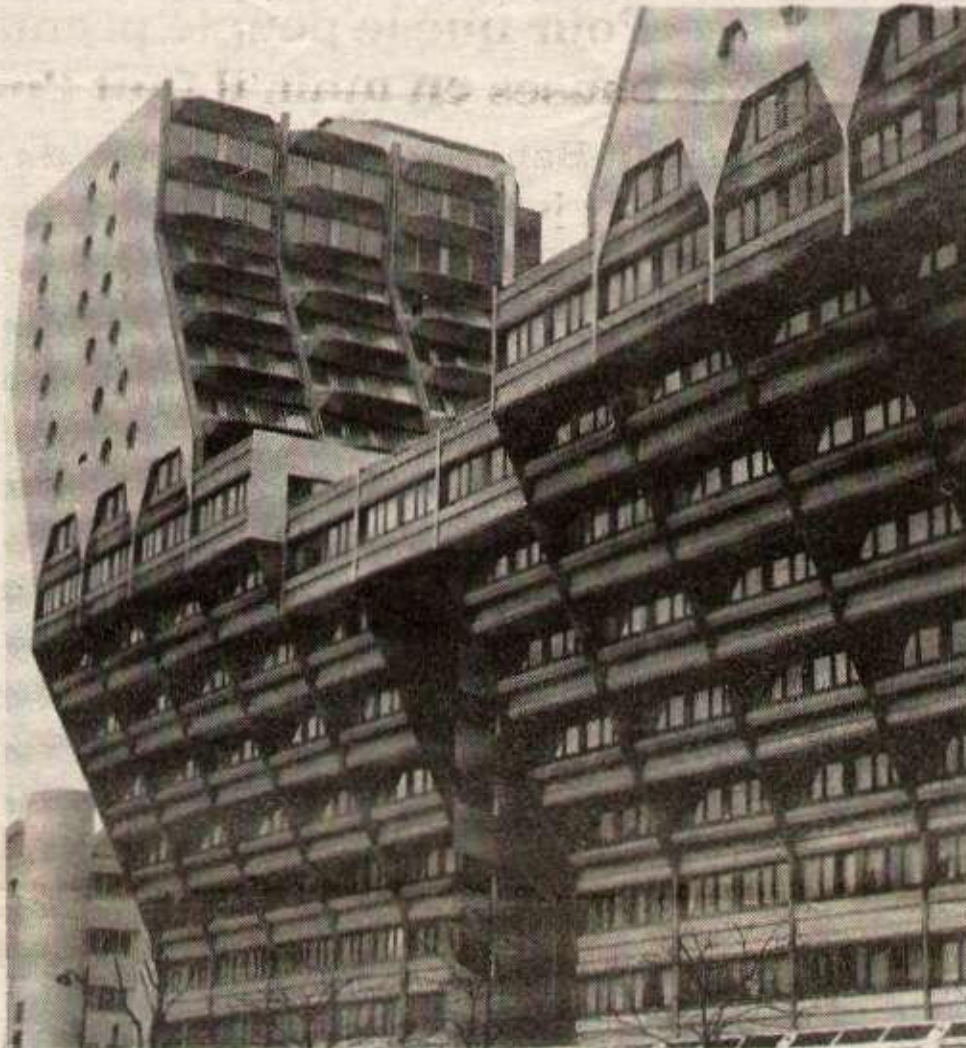
Hausses illicites des loyers

# Promoteur para-étatique, la SCIC, la main dans le sac

Malgré quelques inévitables bavures, déclarait en août dernier d'Ornano, le ministre du Logement, il n'y a pas lieu de s'inquiéter des hausses des loyers du secteur libre. Et il ajoutait que, si par malheur un propriétaire récalcitrant se refusait à entendre raison, il avait lui-même l'intention de traiter chaque cas particulier.

Il y a au moins un certain nombre de ces plaintes que d'Ornano n'aura pas de mal à traiter : il lui suffira d'en parler, un mercredi matin, après le Conseil, à son collègue ministre des Finances et donc ministre de tutelle de la très officielle Caisse de dépôts et consignations.

En effet, plusieurs dizaines de plaintes ont été déposées par des locataires contre la SCIC, filiale de la Caisse des Dépôts, pour des hausses de loyers abusives, de 30 à 80%. L'escroquerie, car s'en est bien une, est astucieuse. Ces locataires avaient emménagé pendant les années 1976 à 1978, au cours desquelles les loyers étaient bloqués : les propriétaires n'avaient pas le droit d'appliquer aux nouveaux locataires des loyers supérieurs de plus de 6% à ceux des anciens occupants. Le loyer exigé par la SCIC était bien conforme à cette règle... sauf qu'une petite clause, dans un coin du bail, disait que ce loyer n'était que provisoire, qu'il ne durerait que tant que dureraient les mesures de blocage des loyers. Et la même clause indiquait un deuxième montant de loyer, évidemment bien supérieur au précédent à ap-



Bob Regard

pliquer dès le déblocage officiel des loyers, ce que fit la SCIC dès juillet dernier !

«Les organismes, nous a déclaré Maître Voisin, avocat des locataires, ont donc fait des rattrapages par le biais de ces clauses-là, rattrapages

qui sont totalement interdits par la loi de libération des loyers». Le tribunal du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, saisi de 8 de ces plaintes, vient de déclarer cette clause nulle et que le seul loyer applicable était le précédent loyer établi lors des mesures de limitation des hausses de loyer.

Mais ce n'est pas tout : il semble que cette clause ait été introduite par la SCIC dans tous les baux signés au

cours de ces trois années, et que, peut-être, d'autres organismes tout aussi officiels en auraient fait de même. Des milliers de personnes, dans ce cas, payent aujourd'hui, en toute illégalité, de 600 à 1 000 francs de plus par mois. Si vous avez emménagé entre 1976 et 1978, vérifiez soigneusement votre bail !

Nicolas GUILLOT

## Contre l'expulsion d'étudiants étrangers

- Grève à la faculté de Tolbiac
- Manifestation mercredi 30 janvier

Dans la foulée des étudiants d'Angers, se sont maintenant ceux de la faculté Paris 1 (Panthéon et Tolbiac) qui se mobilisent contre les expulsions d'étudiants étrangers.

Trois étudiants : deux Tunisiens et un Camerounais sont menacés d'expulsion. Ils travaillaient à la faculté du Panthéon. Les Tunisiens s'étaient vu refuser leur certificat d'assiduité pour absences à quelques examens. Ce certificat est indispensable au renouvellement de la carte de séjour.

Mercredi 22 janvier, après des interventions dans les cours, s'est tenue une assemblée générale qui a voté la grève et l'élection d'un comité de grève composé de 6 étudiants non syndiqués, et de 2 membres de chacune des 3 organisations syndicales. A la suite de quoi, le directeur de l'UER (unité d'études et de recherches) a délivré les certificats. L'étudiant camerounais, quant à lui, est accusé d'avoir

émis des chèques sans provision. Mais, pour les étudiants, cela, loin de justifier une expulsion est au contraire bien révélateur des conditions de vie et d'études des « étudiants immigrés ».

Les grévistes de Paris 1 se sont rendus en masse à la préfecture, afin de protester contre cette nouvelle expulsion. La lutte se développe dans trois directions : opposition aux expulsions dans les cas concrets, lutte contre les mesures racistes qui frappent les étudiants, lutte pour l'amélioration de vie et d'études des étudiants étrangers.

La faculté de Nanterre (banlieue parisienne) est en grève pour les mêmes raisons et le mouvement se développe en province. Toutes les facultés sont appelées à agir contre la circulaire Bonnet. Les grévistes de la faculté de Tolbiac appellent mercredi 30 janvier à une manifestation vers le ministère de l'Intérieur qui est à l'origine de ces lois racistes.

## Strasbourg

### Inculpation du policier qui a tué Yazid, un jeune algérien de 19 ans

Jean-Marc Pellizarri, policier strasbourgeois, qui a tué le 13 janvier d'une balle dans la tête un jeune algérien de 19 ans, soupçonné de cambriolage, vient d'être inculpé, il a été laissé en liberté.

Le 13 janvier, une patrouille de surveillance est prévenue d'un cambriolage dans un bar-tabac de la banlieue de Strasbourg. Les flics transmettent le signalement des cambrioleurs qu'ils ont aperçus en train de s'enfuir. Plus tard, une autre patrouille aurait découvert le suspect, près d'une rivière. Ce serait Yazid Naili. Ce qui s'est passé ensuite n'est pas clairement établi. Le policier arrêté affirme avoir ceinturé Yazid Naili qui

l'aurait alors menacé d'un couteau. C'est à ce moment là que le flic aurait tiré.

La famille de Yazid et des témoins déclarent que Pellizarri, le gardien de la paix, a visé le jeune homme de loin avec l'intention de le tuer. Le rapport d'autopsie confirme que Yazid est mort d'une balle dans la tête et que la balle n'a pas été tirée à bout portant. Sans l'intervention des avocats de la famille, le corps aurait été rapatrié avec une précipitation surprenante en Algérie. Le corps a été intercepté in extremis sur l'aéroport. Une nouvelle autopsie a été faite dont on ne connaît pas encore les résultats.

## HISTOIRE

### «Le Peuple français» n° 9 vient de paraître

Le Peuple français n°9 vient de paraître. Cette revue essaye d'écrire l'histoire des luttes des travailleurs et du peuple. Autant dire que leur entreprise est unique en son genre et qu'elle ne bénéficierait d'aucun appui ni de la part des grands moyens d'information, encore moins des trusts de l'édition.

En effet, au moment où l'enseignement de l'histoire disparaît des programmes scolaires, elle prend une part de plus en plus grande dans l'édition et à la télévision. Deux nouvelles revues viennent récemment de s'ajouter à *Historia* et à toutes les autres publications existant déjà. Mais l'histoire qu'on trouve dans ces revues, c'est celle des grandes batailles et des amours princières, ce n'est pas l'histoire que les peuples font avancer par leurs luttes.

Même si maintenant un nouveau courant d'historien introduit l'étude de phénomènes populaires dans l'histoire, ce n'est que pour nous montrer la permanence et le caractère figé des mentalités. Dans ces revues, les révolutions ne nous sont présentées

comme des pièges qui se refermeraient inévitablement sur les peuples qui en sont les acteurs.

Les rédacteurs du *Peuple français* écrivent, eux, l'histoire des révolutions, des révoltes, des luttes ouvrières et paysannes. Ils montrent comment les peuples font avancer par leurs luttes la roue de l'histoire. Le dernier numéro de cette revue vient de sortir dans une version encore améliorée avec 44 pages au lieu de 36. Le sommaire de ce dernier numéro est très varié. On y trouve notamment traités : les lycéens impériaux sous Napoléon 1<sup>er</sup> ; la grande grève des ouvriers de Méru (près de Beauvais) en 1909, les luttes des mineurs de charbon dans le Calvados au XVIII<sup>e</sup> siècle et le Calvados au XVIII<sup>e</sup> (les couvées royales au XVIII<sup>e</sup>) et bien d'autres choses encore, bien d'autres choses encore.

La présentation est très aérée, les illustrations très soignées.

\* En vente à Paris aux Herbes Sauvages et à la Librairie Populaire au prix de 8 francs.

## TELEVISION

Mardi 29 janvier-20h30 sur Antenne 2

### Le dernier locataire Débat sur le 3e âge

Dans le film qui introduit ce dossier de l'écran sur ce que l'on appelle très improprement le « 3ème âge », il est question d'un vieil homme de 76 ans, Frank Russo, qui refuse d'entrer dans une maison de retraite.

La télévision nous montre, voici quelques jours, une dramatique sur une maison de retraite. Un vieillard — magistralement interprété par Charles Vanel — se heurtait à la réalité des maisons de retraite, à la vie en marge de la société, des réalités. Il luttait contre l'infantilisation qu'on impose progressivement aux pensionnaires. Mais, il s'agissait d'une maison de retraite d'un niveau assez élevé dont les pensionnaires étaient d'origine aisée, et disposaient d'un confort relatif. Bien que très difficile à supporter, la vie dans cette maison de retraite n'a qu'un rapport très lointain avec

les hospices mouroirs réservés aux vieux travailleurs lorsqu'ils dépassent l'âge de la retraite. On peut avoir une idée de ces conditions au vu du film « Voyage au pays de la vieillesse ».

200 000 personnes âgées vivent en France dans des maisons de retraite ou des hospices publics. Les mesures d'humanisation des hôpitaux annoncées par Simone Veil, alors qu'elle était ministre de la Santé n'ont rien changé à la condition des malades.

Bien souvent, des personnes âgées qui ont travaillé pendant un demi-siècle se retrouvent dans des hospices vétustes avec un personnel de plus en plus réduit. Depuis la mise en place du plan Barre, les conditions d'hébergement et de soins ne se sont pas améliorées, bien au contraire. On trouve des salles communes avec un seul

seau hygiénique, une baignoire pour 105 personnes. Des vieux qu'on bourre de calmants.

Dans nombre d'hospices, les travailleurs de la santé ont mené des luttes pour une augmentation des effectifs.

La condition des personnes âgées, qui ne sont pas à l'hospice ou en maison de retraite, n'est guère plus brillante. Aucun service

de soins à domicile n'est prévu. Ce ne sont pas les dernières mesures du gouvernement qui vont améliorer cette situation.

Le minimum vieillesse va être taxé, sous prétexte de financer le déficit de la Sécurité sociale. Au bout de deux mois d'hôpital, les personnes âgées devront payer 150 F par jour. Il faut savoir que Barrot, ministre de la Santé, s'apprête à dresser une carte sanitaire des maisons de retraite, en vue de nouvelles suppressions de lits.

La condition faite aux vieux travailleurs dans cette société est un véritable scandale.

Léon CLADEL

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J  
CCP No 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

## international

La participation aux élections présidentielles aura été massive, et peut être comparée à celle qu'a connu le référendum de mars 1979 pour l'abolition de la monarchie, où 98 % des votants s'étaient exprimés, soient 22 millions d'électeurs. Au Kurdistan et au Turkménistan, les consignes d'abstention lancées par les organisations autonomistes ont été suivies avec la même ampleur que lors des précédentes consultations.

Sans connaître, à l'heure où nous éditons, les résultats définitifs, il apparaît que Abol Hassan Bani Sadr, ministre de l'Economie et des Finances, a remporté largement ces élections présidentielles atteignant les 70 % et même 80 % dans certains quartiers de Téhéran. L'amiral Madani, placé en deuxième position, atteint à peine 20 % des suffrages.

Certes le ministre de l'Economie et des Finances bénéficiait déjà d'une grande popularité. Mais, qui aurait pu dire, lorsqu'il perdait son poste de ministre des Affaires étrangères, que Bani Sadr serait élu président de la République islamique, à peine deux mois après.

Il aurait recueilli : 75 % des suffrages à Téhéran, 85 % dans la province d'Isfahan, 86 % au Mazandéran et au Guilan, 90 % dans sa ville d'origine, Hamadan. Les électeurs interrogés par l'envoyé spécial du journal *Le Monde* expliquaient ainsi leur vote pour Bani Sadr.

Un contremaître déclarait : « Il sera favorable à l'Islam et aux ouvriers ». Un chômeur : « Il nous a promis du travail et des logements et, en plus, il est contre les Américains ».

Vendredi 24 janvier au soir, Bani Sadr a sévèrement critiqué la radio-télévision et la grande presse pour leur partialité pendant la campagne électorale. Il a d'autre part dénoncé « la sourde hostilité du parti

du haut clergé, le combat mené contre moi par le parti républicain islamique, en réalité par une poignée de prélats fascistes en son sein qui se réclament faussement de l'imam Khomeiny... J'ai l'intention de donner un bon coup de balai pour débarrasser la révolution de ceux qui ont tenté de la confisquer » a-t-il ajouté.

Bani Sadr a déclaré qu'il avait l'intention de publier les archives de la Savak afin de poursuivre l'épuration d'« éléments infiltrés dans le mouvement révolutionnaire ».

En ce qui concerne la politique étrangère, Bani Sadr devrait appliquer les orientations qu'il définit ainsi : « Nous pouvons nous entendre avec l'Europe et le Japon. Avec les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, ce sera plus difficile, car elles restent des superpuissances donc expansionnistes. Ainsi, face à l'URSS, nous aiderons par tous les moyens le peuple afghan qui fait partie de l'Islam, y compris par des moyens mili-

### Elu à la présidence de la République islamique avec 70 à 80% des voix :

# Immense succès pour Bani Sadr



**« Pour que le peuple prenne les choses en main il faut l'unité »**  
 déclarait Bani Sadr au Quotidien du Peuple, dans une interview, le 20 septembre 1978, alors qu'il était en exil à Paris

« La société iranienne arrive à un moment critique, son existence même est en jeu. C'est le peuple, c'est-à-dire les classes laborieuses, qui doit prendre la place de ce régime, c'est lui qui est la force organique de la société. Pour que le peuple prenne les choses, en main, il faut l'unité. Pour réaliser l'unité du peuple, on ne peut y parvenir qu'à travers des discussions, des débats, en créant un courant populaire, clair, net, qui donnera naissance, disons, à une organisation ayant certainement des caractéristiques adaptées à la culture, aux nécessités politiques du pays. »

« Sur le plan économique, nous estimons que le développement dans la dépendance est impossible, donc il faut couper les rapports organiques qui nous font dépendre de l'extérieur. Le système bancaire actuel, par exemple, il faut le détruire, et en établir un autre, si besoin est. Il faut libérer la monnaie iranienne de son rapport avec le dollar américain. Il faut réintégrer le pétrole dans l'économie iranienne. Il faut briser les rapports économiques actuels avec l'étranger, en changeant la structure des importations et l'organisation et la répartition des activités dans les divers secteurs de l'économie. » (...)

taires. J'espère que les Russes seront prudents. Ils ont déjà perdu leur image en Iran, où personne ne croit plus au non-interventionnisme ».

Pour le pétrole, le ministre de l'Economie et

des Finances, a réaffirmé qu'il entendait appliquer la double fourchette de prix (un prix pour les pays riches, un prix pour les pays du tiers-monde), et le paiement du pétrole dans d'autres monnaies que le

dollar. Il s'est prononcé en faveur de « conseils d'ouvriers élus ». « La première mesure que je compte prendre, a-t-il ajouté, est de mettre fin à la censure à la radio et à la télévision, pour permettre que les élections

parlementaires aient lieu librement ». Dès que le parlement aura été élu, le Conseil de la Révolution sera dissout. Les élections législatives auront lieu le 15 février prochain.

## Visite de Giscard en Inde

# Des craintes partagées : le danger de revenir à la guerre...froide

Parmi les sujets abordés au cours de sa visite officielle en Inde, outre le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, qui reste très faible, l'analyse de la situation internationale et plus particulièrement des conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan auront constitué l'essentiel des conversations.

Les deux chefs d'Etats ont plus insisté sur les conséquences que pourraient avoir un abandon de la détente et un « retour à la guerre froide » que sur les responsabilités respectives qu'ont chacune des superpuissances dans la crise actuelle. Jamais l'URSS n'a été citée, Giscard se contentant de condamner les « interventions » de « blocs », en général, le président indien Reddy, préférant parler, lui de « l'intervention ouverte ou occulte, des grandes puissances dans le monde ». A ce propos il devait ajouter : « En tant que pays non-aligné, l'Inde est consciente qu'une telle politique serait porteuse plus que jamais des dangers de la guerre froide » (...)

(...) « L'intérêt que la France porte à la détente et à... »

la vision globale qu'elle a de celle-ci sont identiques aux nôtres ». Giscard, de son côté, a évoqué le danger d'un retour à « la politique de blocs » et a estimé qu'il ne faut « jamais se résigner à l'irréparable et soutenir tout ce qui peut conduire à une organisation pacifique du monde ». La guerre froide, selon les présidents Giscard et Reddy serait-elle donc plus dangereuse que la guerre tout court ? Il semble que pour Giscard, l'heure ne soit pas encore venue de remettre en cause la « détente », bien qu'il souligne que celle-ci doit être « globale ». Si le gouvernement indien déclarait il y a quelques jours que l'Inde était décidé à « poursuivre le processus de normalisation avec le Pakistan et à la volonté de parler avec la Chine de tous les problèmes... », il n'en reste pas moins que le renforcement de l'aide américaine au Pakistan est vue ici comme un danger encore plus important que l'offensive soviétique dans la région, bien que celle-ci ait dépassée le stade des éventualités, et que l'occupation de l'Afghanistan soit elle, bien concrète.

## Afghanistan : un des fronts de résistance déclare contrôler 4 provinces

A Islamabad, la Conférence islamique, qui devait s'ouvrir samedi 25 janvier pour décider des sanctions éventuelles contre l'intervention soviétique en Afghanistan, a été retardée de 24 heures à la demande de l'Iran (Téhéran tenait à ce que la date de la conférence ne coïncide pas

avec l'anniversaire des accords de Camp David). D'autre part, de passage dans la capitale pakistanaise, où les autorités lui ont donné 24 heures pour quitter le pays, le dirigeant d'un des fronts de résistance afghane (le Conseil révolutionnaire nationaliste islamique afghan) a

annoncé la proclamation d'une République libre islamique dans 4 provinces libérées du pays : le Paktia, le Ghazni, le Lowgar et le Paktika. Dans ces régions, les troupes soviétiques ne contrôlèrent plus qu'une demi-douzaine de villes. Selon les mêmes sources, les combats auraient diminué

d'intensité dans les régions montagneuses, en raison d'abondantes chutes de neige. Le porte-parole du Conseil révolutionnaire nationaliste islamique afghan devrait déclarer : « Les Soviétiques s'abritent dans les villes, si nous nous renforçons, nous pourrions résister ».

# « Une superpuissance de 260 millions d'habitants écrase l'indépendance de 17 millions d'Afghans »

## déclarent les dissidents soviétiques

Nous publions ci-dessous la déclaration du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Andréï Sakharov figure parmi les signataires.

« La guerre fait rage en Afghanistan. Les Afghans meurent et nos gars aussi, aux fils et les petits-fils de ceux qui ont vécu la deuxième guerre mondiale et de ceux qui n'en sont pas rentrés. Une superpuissance de 260 millions d'habitants écrase l'indépendance de 17 millions d'Afghans, tandis que les moyens soviétiques d'information affirment que d'autres peuples, unanimes, l'acceptent. En fait, les soviétiques n'ont pas d'habitude d'in-

formation correspondant à la vérité, ni le droit d'exprimer leur opinion, même sur des mesures aussi arbitraires du gouvernement, tel le déclenchement d'une guerre injuste. L'acte d'Helsinki a confirmé le lien indissoluble entre le problème de la sauvegarde de la paix et le respect des droits de l'homme. C'est précisément l'absence des droits élémentaires de l'homme qui offre à la direction de l'URSS la possibilité de prendre sans contrôle des décisions dont dépendent non seulement l'avenir de notre pays mais celui de l'humanité toute entière. Un Etat qui ne respecte pas les droits essentiels de l'homme et qui, en plus,

est l'un des Etats les plus puissants du monde, est dangereux non seulement pour son peuple et ses voisins, mais pour la terre entière. Les gouvernements de 104 pays ont exprimé leur avis à l'Assemblée générale l'ONU sur l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, mais les représentants de notre pays déclarent que l'URSS ignorera la décision de l'Assemblée. Nous nous adressons à tous ceux qui se souviennent de la deuxième guerre mondiale, qui ont combattu au Vietnam et qui se sont prononcés contre cette guerre, contre la peine de mort et qui aident le Kampuchéa affamé, ceux

qui luttent contre l'utilisation de la torture et appellent à la libération des prisonniers de conscience, aux croyants, aux athées, aux travailleurs et aux hommes d'affaires, aux savants, et aux peintres, aux sportifs et aux amateurs de sport, aux personnalités publiques et aux hommes politiques, à tous les gens de bonne volonté, parce que ceci concerne tous ceux qui tiennent à la paix et qui ne veulent pas d'une troisième guerre mondiale. Obtenez l'application de la résolution sur le retrait des forces étrangères d'Afghanistan, obtenez l'application universelle des droits de l'homme dans tous les pays. »

# Houillères du Nord : «Sabatier ne fermera pas !»

Les mineurs de Raismes occupent leur puits à 700 mètres de fond

« Le siège Sabatier cessera toute extraction en avril ou en mai 1980, en raison de l'épuisement du gisement exploitable. Après démantèlement et remblayage du puits, les terrains rendus disponibles pourront éventuellement être offerts à de nouvelles industries ». C'est en ces termes que Jacques Ragot, directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais informait les syndicats à la mi-décembre dernier de la fermeture prochaine de Sabatier.

Avec leurs organisations syndicales CGT et CFDT, les 400 mineurs viennent d'apporter une riposte offensive en occupant leur puits à 728 mètres de profondeur, depuis le changement de poste de mercredi matin.

La direction des houillères déclare qu'on arrive au bout des ressources du puits, mais il y a 8,65 millions de tonnes exploitables directement (sans investissement nouveau) ce qui représente environ 20 années de production. Au cours d'une table ronde, les houillères avaient, autrefois, estimé que les réserves planifiables s'élevaient au 1er janvier 1963 à 40 millions de tonnes, dont plus de 20 millions de ressources en charbon maigre et anthracite de bonne qualité, (dont le fameux « Saint-Georges », le meilleur charbon du bassin du Nord-Pas-de-Calais qui a donné son nom à une veine du puits Sabatier.

Oui, il y a du charbon et il serait même possible, à cet égard, de réouvrir l'embauche en créant des emplois pour les jeunes de la cité et ceux du Valenciennois en général.

## LA LOI DU PROFIT

La direction des Houillères prétend également que la fermeture des houillères est précipitée en raison des arrivées importantes d'eau. Mais la cause de ces infiltrations d'eau est connue. Sabatier pompe les eaux du puits Lagrange, Thiers, Cuvinot, Soult, Vicoigne, puits des environs qui, l'un après l'autre, ont été fermés. Et pourtant, à Lagrange, il res-

te 12,2 millions de tonnes de charbon. Au puits Soult, il en reste 23 millions et au puits Cuvinot-d'Honnaing, ce sont 30 millions de tonnes qui continuent à domir dans les profondeurs.

La fermeture de ces puits a entraîné des poussées d'eau. Pour stopper ces arrivées d'eau, ne suffirait-il pas de réouvrir les puits fermés et d'embaucher des mineurs ? Si Sabatier ferme les houillères et annoncerait demain la nécessité de fermer les puits Ledoux et Arenbourg en raison des coulées d'eau en provenance de Sabatier.

En réalité, la direction des Houillères applique délibérément un programme catastrophique de récession lié à la politique de récession de la bourgeoisie monopoliste de notre pays. Du « tout pétrole », on est passé au « tout nucléaire » et tandis que le gouvernement accélère son programme nucléaire, il poursuit la liquidation de l'emploi dans les bassins houillers. Il est vrai que dans l'industrie nucléai-

re, le taux de profit est bien plus élevé et les monopoles français sont bien placés sur les marchés mondiaux... Quant aux hommes, aux mineurs et à leurs familles, ils n'ont guère de place dans cette froide logique !

Il y a peu, au début septembre 1979, c'était l'UP No 6 d'Hairicourt près de Bruay à l'extrémité du bassin qui était fermée. Les luttes des mineurs avaient permis de repousser l'échéance durant huit années. Le puits Sabatier, lui, devait déjà fermer en 1977. La résistance des mineurs en avait décidé autrement. Car la fermeture, chacun le sait, cela signifie l'exode, l'accroissement du chômage dans cette région déjà sinistrée du Valenciennois.

A Sabatier, les mineurs ont dit non et 23 d'entre eux sont au fond, tandis que leurs camarades montent la garde au piquet de grève contre la mise à mort du puits, pour du travail pour tous à Sabatier.

Rémi DAINVILLE

(«Une chance !»), il est aujourd'hui fier d'être mineur de fond. On lui a parlé de la Moselle avec des promesses de beaux salaires, mais dit-il : « Je suis marié, avec un gosse, j'habite là-dedans. Je suis du matin, je me lève à cinq heures moins dix pour prendre mon poste à 5 h 30, je n'ai pas envie de partir. » Si l'attaque des Houillères est portée contre Sabatier, ce n'est pas certes un hasard. Ce puits possède une tradition de lutte, comme le dit un mineur : « Sabatier, c'est le thermomètre, il a toujours eu une réputation de lutteur. Si nous on cède alors ce sera plus facile de fermer Ledoux et Arenberg. » Dans ces deux puits, les mineurs ont déclenché jeudi et vendredi des grèves de solidarité.

## NOUS RESTERONS AU FOND

A la grille, tout le monde se retourne, souriant sous son casque, Jean Lambert vient de remonter du fond. « Ça va bien ! » dit-il simplement, et il ajoute : « On a bien du plaisir avec les camarades ». Dans les cités, des bruits patronaux courent, pour discréditer les mineurs en lutte, on prétend que ceux du fond « se saoulent et fument ». « Qu'ils descendent voir » lance Lam-

Rémi DAINVILLE

## Avec les mineurs du puits Sabatier

Les mains se tendent autour du brasero. Il ne fait pas très chaud et le brouillard persistant recouvre la cité et enveloppe le terril de Sabatier. Accrochés aux grilles du puits, quatre drapeaux bleu-blanc-rouge, le drapeau rouge et or de la section CGT et un grand caliquet proclamant : « Sabatier doit vivre ».

Entouré d'une quinzaine de grévistes et de femmes de mineurs venues renforcer le piquet de grève, Jean-Claude Gillet, le secrétaire de la section CGT, résume la pensée de tous : « Du charbon, il y en a. Au comité de bassin, ils ont reconnu qu'il y avait 8,5 millions de tonnes connues, planifiables. A 300 000 tonnes par an, cela fait plus de 20 ans d'exploitation ! »

Il dessine sur le sol l'emplacement des différents puits et explique : « Ils ont fermé Thiers, Cuvinot et Soult, les eaux se sont déversées à La Grange et quand La Grange a été fermé, elles sont venues à Sabatier. Voilà, d'où viennent les eaux, mais on peut les pomper. Il faut des pompes plus fortes et on peut mettre des murs ». Ici, pour chacun c'est une évidence : il s'agit d'un mauvais prétexte pour fermer Sabatier. Si le puits ferme, que vont devenir ces hommes ? Il faut savoir qu'il y a ici un grand nombre de mineurs mutés depuis le Pas-de-Calais, comme ce travailleur qui vient du 2 de Marles. A cette époque, il y avait encore une prime de mutation de 5 000 F.

Le secrétaire de la section CGT m'explique : « Déménager, s'installer, ça te bouffe toute la prime. Il faut changer de maison, de meubles, on redevient comme un jeune ménage et je n'ai pas retrouvé la même installation que dans le Pas-de-Calais. Sans compter les perturbations

dans les études des enfants. Beaucoup d'enfants de mineurs mutés ont perdu une année. On ne veut plus être mutés, on veut rester ici, à Sabatier ».

## UNE REPUTATION DE LUTTEUR

Malgré plusieurs CAP en poche (plombier, maçon,

coffreur-boiseur), ce jeune ne trouvait pas de travail : « Je devais courir jusqu'à Paris et ici il n'y avait rien à part l'intérim ». Embauché depuis deux ans aux Houillères

# Les mineurs des Cévennes contre la fermeture des puits

En 1947, les HBC (Houillères de Bassin des Cévennes) comptaient 20 700 travailleurs. En mars 1979, (chiffre CGT), il n'en reste plus que 1 900, dont 600 mineurs de fond, 640 assi-

milés-fond. C'est à partir de 1968 que le gouvernement a officiellement annoncé le plan de fermeture pour 1974. Mais en réalité, l'embauche avait cessé depuis 1963 et

entre 1952 et 1967, les effectifs sont passés de 20 000 à 7 000. Le plan Bettencourt a rencontré la résistance des mineurs, d'autant que les reconversions proposées sont restées des

promesses dans leur majorité. Ainsi, en 1979, la direction accordait un délai supplémentaire d'un an avec possibilité du report de la fermeture au 31 décembre. Le 25 juin 1979, Paul

Gardent, directeur général des CDF, Charbonnages de France a annoncé à l'intersyndicale des mineurs cévennes l'annulation de la date de fermeture au 31 janvier 1979. Il faut dire que les mineurs avaient mené entre temps de nombreuses actions de protestation et de sensibilisation de l'opinion publique. Telle l'occupation du puits de Destival, par 150 mineurs, à plus de 600 mètres de fond durant 27 heures, en mai 1979.

Pour les syndicats, il ne s'agit nullement d'une modification des orientations de la direction, mais d'une « nouvelle tactique visant à laisser dépérir l'exploitation jusqu'à son extinction naturelle », il semble qu'elle se situe aux alentours de 1981.

Toujours selon la direction, l'activité du puits de Destival à Alès, devrait se déplacer sur le puits de Oulès à la Grand Combes vers 1980. Mais les mineurs ne l'entendent pas de cette oreille et de nombreuses actions ont eu lieu, telle l'occupation du puits de Destival pour le réveillon de Noël la journée d'action à Montpellier début janvier 1980 et la récente grève des mineurs du Gressasac.



Des mineurs d'Alès, le 11 janvier, devant la préfecture de Montpellier.

Michel LOPEZ